

# UNIVERS-CITÉS

Numéro 21 - Mars 2016

Le journal des campus toulousains

## Jeunes toujours révoltés?

NOTRE DOSSIER PAGES 5 À 8

### ● GRAND ENTRETIEN

Nicole Belloubet, membre du Conseil Constitutionnel

PAGE 2

### ● INTERNATIONAL

Les primaires américaines vues de Toulouse

PAGE 3

### ● NOUVELLES PRATIQUES

En finir avec le gaspillage alimentaire

PAGE 9

### ● SPORT

L'Euro, c'est pour bientôt !

PAGE 10

**EDITO** ● Génération Y, génération « non, non »... une génération, de multiples noms. La jeunesse 2.0 est dans la rue pour dire non à la loi Travail et à l'état d'urgence. Une mobilisation reflète-t-elle une révolte de la jeunesse française? Les étudiants du parcours journalisme de l'IEP de Toulouse ont tenté de répondre à la question. Le journal s'aventure aussi dans les coulisses du Conseil constitutionnel, fait le point sur les primaires américaines, l'Euro 2016, la nouvelle région, et plus encore... Des sujets à découvrir au fil des pages du nouveau Univers-Cités. Un 21e numéro aussi à l'aise dans son siècle que dans ses baskets. **La rédaction**

Le journal des étudiants en journalisme de Sciences Po Toulouse

# « Les débats cessent dès la décision rendue »

Ancienne rectrice d'académie et vice-présidente de la région Midi-Pyrénées, Nicole Belloubet siège depuis 2013 au Conseil constitutionnel. Alors que Laurent Fabius vient d'être nommé à la tête de



l'institution par François Hollande, l'ex-professeuse de Sciences Po Toulouse nous éclaire sur les différentes missions du Conseil des Sages et sur ses évolutions.

puisque nous sommes dans un état de droit. L'exemple qui me vient à l'esprit, c'est la décision sur le mariage pour tous : ses opposants ont fait savoir que la décision n'était pas selon eux la plus opportune, mais les débats ont cessé dès que notre décision a été rendue.

**Jean-Louis Debré affirmait, à propos de la présence des anciens chefs d'État au Conseil, que « leur présence est un non-sens ». Partagez-vous cette analyse ?**

Si je voulais être langue de bois, je dirais que je n'ai pas à vous répondre ! Aujourd'hui, ils sont trois à pouvoir siéger : Chirac, Giscard d'Estaing et Sarkozy. Quand on a à juger de textes législatifs qui ont été impulsés par un ancien président, cela pose problème qu'il soit présent pour juger de leur constitutionnalité.

**L'introduction de la question prioritaire de constitutionnalité (QPC) fait qu'un justiciable peut désormais saisir le Conseil constitutionnel, mais il le peut seulement après le filtrage effectué par la Cour de cassation ou le Conseil d'État.**

Je pense que le filtrage par la Cour de cassation et par le Conseil d'État est pertinent et utile. Ce qui est important, c'est que ce filtre ne se transforme pas en bouillon. Au sein de la Cour de cassation, il faut aussi regarder de quelle chambre il s'agit : toutes n'ont pas la même attitude.

**Au sein même du Conseil, certains se sont opposés à l'introduction de la QPC, la qualifiant de « procès de la loi ». Cette opposition démontre-t-elle la présence de courants contradictoires au sein du Conseil ?**

Bien sûr ! C'est très sain. Il me semble qu'au Conseil, les gens s'expriment librement, leurs opinions ne sont pas prédéterminées par des appartenances politiques. Vous ne pouvez pas repérer qui vient du Parti socialiste ou des Républicains. Les lignes de fracture ne sont pas celles-là, elles vont se jouer au niveau de tendances, parfois plus conformistes, par exemple. Il y a quelquefois des débats

très virulents, qu'il s'agisse du droit du travail en prison, des questions européennes ou des libertés publiques, par exemple. Chaque décision fait l'objet d'un vote, formel quand le Président voit que tout le monde est d'accord. Quand il y a des divergences, on vote à main levée.

**Avec l'évolution du contrôle de constitutionnalité, ne va-t-on pas vers une forme de Cour suprême à la française ?**

La réalité nous met dans une situation un peu complexe : une loi déclarée conforme à la Constitution peut être déclarée contraire aux droits de l'Homme par la Cour de cassation et par le Conseil d'État via une QPC. Jean-Louis Debré se demandait logiquement s'il ne fallait pas faire évoluer notre système de contrôle. Je pense que ça ne peut pas se faire brutalement. Il y a sûrement des voies médianes qui mériteraient d'être explorées.

**Propos recueillis par Erwan Akla et Maud Le Rest**

## ZOOM

### « Une femme présidente du Conseil ? C'est inéluctable »

Depuis 1958, seules neuf femmes ont siégé au Conseil. Pour Nicole Belloubet, l'évolution actuelle est positive (quatre des neuf membres actuels sont des femmes), même si elle espère mieux : « *La place des femmes dans la vie politique est minorée. Elles sont rarement chefs de l'exécutif. Lorsque j'ai été nommée, le Président a voulu que trois femmes soient nommées en même temps. J'avais fait le pari, dans une émission de télévision, que le prochain président du Conseil constitutionnel serait une présidente, mais, je me suis trompée. Néanmoins, c'est inéluctable, comme on aura un jour une femme présidente de la République.* »

**Vous attendez-vous à des changements importants depuis que Laurent Fabius a été nommé à la tête du Conseil constitutionnel ?**

Depuis qu'il a pris ses fonctions le 8 mars, le président Fabius a rencontré les différentes autorités extérieures au Conseil constitutionnel. Il a déjà présidé la première audience vendredi 11 mars. J'imagine que le président Fabius aura un regard neuf sur la manière dont les choses s'organisent au sein du Conseil, peut-être même sur l'évolution de la jurisprudence, mais les choses ne doivent pas être bouleversées de but en blanc. Je crois également que ce qui est important, c'est une forme de stabilité de jurisprudence du Conseil constitutionnel. Nous sommes neuf à voter, c'est une décision collégiale.

**Les décisions du Conseil constitutionnel sont-elles souvent remises en cause par les politiques ?**

Je n'ai pas le sentiment que nos décisions soient souvent contestées par la classe politique. Bien sûr, elles font l'objet de critiques – notamment de la part de nos collègues universitaires – mais je pense que les autorités politiques sont toujours respectueuses des décisions que l'on prend,

« Quand il y a des divergences, on vote à main levée »

## 1958-2016 : une institution en constante mutation

Longtemps relégué au rang d'institution de second plan, le Conseil constitutionnel a vu sa compétence évoluer au cours du temps.

En succédant à Jean-Louis Debré à la tête du Conseil constitutionnel, Laurent Fabius devient le dixième Président de l'institution créée en 1958, à l'aube de la Ve République. La mission principale des Sages est claire : vérifier que les lois sont conformes à la Constitution. À ses débuts, le but du Conseil était que le Parlement n'outrepasse pas son rôle. Cependant, de nombreuses réformes constitutionnelles sont venues renforcer son pouvoir.

Le rôle du Conseil a pris de l'ampleur en 1971, lorsqu'il a élargi le champ



L'entrée du Conseil constitutionnel, rue de Montpensier, Paris / Photo : Wikipedia

d'action de la conformité des lois aux grands principes de la République.

### Le tournant de 1974

1974 est également une année charnière. À la faveur d'une réforme

constitutionnelle, le jeune président Valéry Giscard d'Estaing permit la saisine du Conseil par le Parlement en cas de contestation d'une loi. Une évolution notable, car jusqu'à cette date, seuls le chef de l'État, le Premier ministre et les présidents de l'Assemblée nationale et du Sénat étaient dotés de ce pouvoir.

### La QPC : un nouveau statut pour le Conseil constitutionnel

Il faut attendre 2008 et une révision de la Constitution initiée par Nicolas Sarkozy pour voir le rôle du Conseil des Sages prendre un nouveau tournant. Grâce à l'instauration de la question prioritaire de constitutionnalité (QPC), un justiciable peut désormais saisir le Conseil constitu-

tionnel après un filtrage drastique effectué par la Cours de cassation ou le Conseil d'État.

Cette mesure, qui permet un contrôle a posteriori des lois, a déclenché une inflation du nombre de dossiers traités. En effet, depuis son instauration, 465 QPC ont été transmises au Conseil. L'une des plus médiatisées – qui avait déchaîné les passions en 2011 – portait sur la présence de l'avocat de la défense dès la première heure de garde à vue. La QPC a donc profondément changé le visage d'une institution longtemps considérée par les citoyens comme un symbole plutôt que comme un réel outil juridique. Une évolution prometteuse sous la Ve République.

PRIMAIRES AMERICAINES ● RENCONTRE AVEC LES JEUNES AMÉRICAINS DE TOULOUSE

# Les expatriés ne reconnaissent plus leur pays

Alors que les caucus et les scrutins s'enchaînent semaine après semaine aux États-Unis, les expatriés américains témoignent de leur amertume.

« **C**e n'est pas le même pays depuis que je l'ai quitté », se désole Taylor, étudiante américaine à Sciences Po Toulouse. « Aux États-Unis, il y a une montée du racisme, portée par Trump, et du communisme avec Bernie Sanders, observe-t-elle. Je suis contente d'être en France pendant les primaires, je n'ai pas à vivre cette folie ! »

Du point de vue français, on entend essentiellement parler des primaires par les provocations du candidat républicain Donald Trump. « Il fait le show, c'est normal qu'il soit autant médiatisé », observe Marie Brunerie, universitaire toulousaine et spécialiste de la vie politique américaine. A coup de déclarations choc sur les musulmans, les femmes ou les latinos, le milliardaire tire à lui la couverture médiatique. Ce qui inquiète nombre de ressortissants américains. « Trump, c'est la forme moderne du fascisme », lance Jonathan, étudiant américain à



Hillary Clinton et Donald Trump sont en tête des primaires américaines / Photo DonkeyHotey

l'Institut d'Administration des Entreprises (IAE) de Toulouse et fervent supporter d'Hillary Clinton. Un point de vue partagé par Taylor. « Si Trump gagne, je quitte le pays » affirme-t-elle carrément. « D'ailleurs après le premier Super Tuesday, beaucoup d'Américains ont cherché sur Google comment déménager au Canada, au point de faire crasher le site de l'immigration du Canada. »

## Une femme à la Maison Blanche ?

« La force de frappe médiatique est énorme aux États-Unis, analyse Marie Brunerie, les campagnes ont

énormément d'impact, d'autant plus que les spots négatifs sont autorisés. » Pour elle, il est difficile de prédire qui prendra la tête du pays en 2017, surtout que Trump arrive à mobiliser des électeurs qui d'habitude ne votent pas. « Il se sert de la colère des classes moyennes », estime Taylor.

Si Hillary Clinton est élue, ce serait une première, qui remettrait en cause certaines habitudes et représentations. « Les États-Unis n'ont pas été pensés pour être dirigés par une femme » explique Jonathan. Il se demande quel rôle pourrait jouer Bill Clinton s'il entrait à la Maison Blanche au bras de sa femme prési-

## « Les primaires, c'est le cirque »

Pour Stéphanie, jeune Toulousaine expatriée en Alabama depuis un an, les primaires américaines, « c'est le cirque ». L'engouement est bien plus visible qu'en France s'étonne-t-elle : « Ils ont des panneaux de soutien dans leurs jardins, sur leur voiture, ils portent des T-shirts à l'effigie de leur favori... ». Dans cet État du sud-est plutôt orienté Républicain, on lui a déconseillé de parler politique. Et pour cause, elle a des idées plutôt progressistes. Autre aspect étonnant pour elle, les campagnes négatives dans les médias, où les candidats « s'attaquent frontalement ».

dente. « Traditionnellement, la première dame s'occupe des droits des femmes et des enfants. Si Hillary Clinton est élue, je vois mal Bill Clinton prendre en charge ces problèmes. » A ce stade, « tout est encore possible » souligne Taylor.

Amélie Caralp  
et Marie Desrumaux

REGARDS ● DÉGEL DIPLOMATIQUE

## Cuba : un vent de changement ?

À l'occasion du festival Cinélatino, Univers-Cités a rencontré une journaliste et un réalisateur, tous deux Cubains, pour évoquer le rapprochement de leur île avec les États-Unis.

Cuba est en effervescence. La petite île des Caraïbes vit ces jours-ci deux tournants de son histoire : la venue de Barack Obama et le concert des Rolling Stones à La Havane. Une première pour un pensionnaire de la Maison Blanche depuis près d'un siècle. Cette tentative d'ouverture de la part du gouvernement de Raúl Castro, fait réagir les Cubains. Pour Pavel Giroud, réalisateur du film *El Acompañante*, en compétition lors du festival, « il en va d'une stratégie de survie pour le régime » mais celui que l'on surnomme le Truffaut cubain semble plutôt pessimiste. « Tout changer pour que rien ne change », ironise-t-il avec la formule d'Alain Delon dans *Le*



Ingrid Castellanos est aussi étudiante en cinéma à Aix-en-Provence / Photo Page Facebook Ingrid Castellanos

Guépard.

Ingrid Castellanos est aussi née à Cuba où elle a étudié le journalisme mais difficile pour la jeune femme de pouvoir s'exprimer librement dans

un pays où la presse est encore contrôlée par l'Etat. Elle s'est alors tournée vers le cinéma, un moyen qu'elle estime plus puissant pour faire passer ses idées. Pour elle, les Cubains portent beaucoup d'espoir dans ce rapprochement avec les États-Unis. « A La Havane, toute la ville est en train de réparer les bâtiments abîmés pour la venue de Barack Obama », s'amuse-t-elle. Selon la journaliste, le pays a besoin de cette ouverture car aujourd'hui encore il est très compliqué de communiquer avec le voisin américain et le reste du monde. « Une connexion d'une heure sur internet représente presque la moitié d'un salaire », regrette-t-elle.

La jeune femme, qui navigue entre espoirs et réserves, confie, le regard pétillant, « il y a quelque chose de magique et d'unique à Cuba, une certaine naïveté qui est très belle, j'espère que les évolutions à venir ne la perdront pas ».

Erwan Akla et Emma Hélie

RÉFUGIÉS

## La solidarité grecque, un exemple européen

Qui aurait cru au début de la crise des réfugiés que la Grèce serait un exemple de solidarité pour l'Europe ? Et pourtant c'est ce pays exsangue depuis la crise de 2008 qui se retrouve en première ligne. Avec la fermeture de la « route des Balkans » près de 35000 réfugiés se retrouvent bloqués en Grèce (selon le HCR) et il en arrive de nouveaux tous les jours. Mais les gestes de soutien se multiplient dans un pays comptant toujours près de 25% de chômeurs. Beaucoup d'Athéniens, sans-emplois, aident bénévolement les réfugiés même si les moyens manquent. Le camp d'Idomeni à la frontière avec la Macédoine accueille déjà 9000 réfugiés dans des conditions extrêmes. La Grèce, aussi accueillante qu'elle peut l'être, craint de devenir « la salle d'attente avant l'Europe ». Bonne question : où est passée l'Europe ?

Antoine Cadaux

PRESIDENTIELLE ● AUCUN CANDIDAT DECLARE NE SEMBLE MOBILISER LES MILITANTS LOCAUX

# Droite : des primaires pas très Capitole

**Ville de gauche et électorat de droite modéré : une explication à l'absence de campagne des candidats aux primaires dans la Ville rose ?**

« Nous n'avons pas de planning, aucun candidat n'a prévu de se rendre à Toulouse. La ville les intéresse, mais pour l'instant, nous ne savons rien ». C'est la réponse que donne la section locale Les Républicains lorsqu'on les interroge sur la campagne de candidatures à l'élection présidentielle de 2017 à Toulouse. Rien non plus d'annoncé dans les agendas des principaux candidats déclarés. La ville pourrait être une terre de conquête, mais elle est pour l'instant une terre de désintérêt.

Lourde tâche que celle confiée à Laurence Arribagé, présidente de la Commission départementale d'organisation de la primaire en Haute-Garonne. Il faudra implanter les 158 bureaux de vote, mobiliser les bénévoles

pour les deux tours et participer à la remontée des résultats. Le tout sous l'œil des représentants des candidats, qui voudront éviter de rééditer le spectacle donné par le vote pour la présidence du parti en 2012.

## Une ville sans enjeu ?

Nicolas Sarkozy lourdement battu en 2012 dans la Ville rose par Hollande - avec seulement 37,7% des voix - ne sera pas favori. Fillon, Copé et Le Maire semblent manquer de soutiens locaux dans une campagne qui va se jouer sur la visibilité médiatique. C'est Alain Juppé qui paraît favori, conformément aux sondages. Plus modéré que ses rivaux, il bénéficie déjà du soutien officieux des jeunes LR en Haute-Garonne, qui rêvent de l'accueillir en juin.

Du côté de l'UDI, les adhérents votent pour décider de leur participation à cette primaire. Un résultat qui semble s'orienter vers un refus de participation du parti centriste, selon des

sources au sein du parti. Leur participation à la présidentielle dépendra ainsi du candidat Républicain vainqueur. Si cette tendance se confirme, ce serait donc une primaire seulement de « droite » qui se tiendrait en novembre.

**Antoine Cadaux**

## Pendant ce temps-là, à gauche...

Christophe Borgel, député de la Haute-Garonne, l'affirme : « La gauche a besoin d'une primaire. Des réunions ont d'ailleurs eu lieu en ce sens ces derniers jours ». Même constat pour Manuel Soula des MJS, qui dénonce au passage « la trahison de Mélenchon ». Au sein même du PS, l'idée fait son chemin. Martine Aubry, figure de proue des frondeurs, s'y est montrée favorable. Manuel Valls, lui, n'a pas caché son scepticisme. Un long débat.

**P.L.**

## L'heure des premiers choix

S'engager ou ne pas s'engager ? Un dilemme à résoudre pour Laurence Arribagé, dont la proximité avec la ligne de Jean-François Copé n'est pas un secret, selon un militant toulousain. Mais elle refuse de se prononcer officiellement sur la primaire.

Maxime Boyer, conseiller municipal à Toulouse, reconnaît que la présidente de la fédération de Haute-Garonne « a peut-être des préférences personnelles », mais « fait preuve de neutralité tant qu'elle organise la primaire ». Le

jeune maire de quartier ne cache en revanche pas son choix, puisqu'il est le président du comité de soutien à Nicolas Sarkozy. D'autres préfèrent attendre, comme Xavier Spanghero, délégué du parti dans la 5e circonscription du département, pour qui il est « bien trop tôt pour se positionner, alors que nous ne savons même pas encore qui sera candidat ». Et Jean-Luc Moudenc ? Le maire de Toulouse observe un prudent mutisme à ce sujet.

**William d'Hénin**

## Les étudiants LR... avec le doyen

Pour les étudiants militants de droite, une primaire est indispensable. « Personne ne fédère à droite. Juppé est le seul candidat qui nous unira », explique Guillaume Brouquières, encarté chez Les Républicains. « L'UDI doit y participer, mais on peut élargir à Debout la France ou le Mouvement pour la France », ajoute Marie Glinel, responsable de l'UNI, le principal syndicat de droite de Toulouse.

Elle aussi soutient Juppé. « En plus, il organisera un grand meeting ici en juin », espère Marie. Toulouse qui, selon Guillaume, jouera « un rôle majeur dans la primaire, puisqu'elle est ouverte à toutes les personnes sur les liste électorales ». Pour ces étudiants, tous les voyants sont au vert, à condition d'éviter « les candidatures farfelues, comme celle de Jean-Frédéric Poisson ».

**Pierre Loevenbruck**



**Guillaume et Marie**

NOM DE LA RÉGION ● AVANT LA CONSULTATION, LES ÉTUDIANTS DONNENT LEUR AVIS

## Comment baptiser Languedoc-Roussillon-Midi-Pyrénées

Carole Delga a annoncé le 11 mars que le nom de la nouvelle région serait choisi à l'issue d'un processus en trois étapes incluant une grande consultation citoyenne. Les habitants vont-ils choisir Occitanie comme lors du sondage mené par les journaux du groupe La Dépêche auprès de 200000 lecteurs ? Recueilli par Amélie Caralp et William d'Hénin



**Marie-Liz, 20 ans, Droit, Guadeloupe : Occitanie :** C'est une référence historique, ça fait très médiéval, et au niveau culturel, ça peut attirer les touristes.



**Frédéric, 21 ans, Droit, Aude : Midi-Languedoc :** On combine les deux régions, ça garde leur identité propre. C'est un bon équilibre.



**Benoît, 24 ans, Artecom, Pyrénées-Orientales : Sud de France :** C'est le nom le plus représentatif, car avec les autres noms, on oublie les Catalans.



**César, 22 ans, Sciences Po, Mexique : Occitanie :** C'est le nom qui sonne le mieux, par exemple, Pays Catalan ressemble trop à Pays Basque.

# Jeunesse : à chacun sa mobilisation



Des lycéens manifestent sur le parvis de l'église Saint-Sernin. En cause : la loi Travail. Photo: Marie Desrumaux

Le CPE hier, la loi Travail aujourd'hui... A chaque fois que leur avenir semble menacé, les jeunes ne tardent guère à battre le pavé. S'agit-il, pour autant, de l'expression d'un réel sentiment de révolte ? Univers-Cités a mené l'enquête.

Tout est parti de là. L'étincelle qui a mis le feu au mois de mai 1968 est née sur les bancs de l'université de Nanterre. Dans le visé des étudiants en colère : de Gaulle, la répression policière, les inégalités sociales... Les grèves générales ont suivi, les accords sociaux de Grenelle aussi. L'historique des manifestations estudiantines (p.7) est jalonné d'exemples de ce type, des Sorbonnards de 1443 aux opposants au contrat première embauche de 2006. Aujourd'hui encore, la fronde populaire menée contre la loi El Khomri est composée d'un large contingent d'étudiants ou de jeunes actifs. A l'Université Jean-Jaurès, l'assemblée générale censée donner la ligne directrice pour la suite des événements a rassemblé cinq cents personnes (reportage p.6). Blocus ou manifestation ? Sans aboutir à un consensus, ces AG, organisées à l'initiative de syndicats étudiants omniprésents, reflètent la volonté d'une partie importante de la jeunesse de s'exprimer. Car c'est leur avenir, notre avenir, qui est bel et bien en jeu.

Autant d'éléments qui conduisent à se poser une question sensible : les jeunes sont-ils toujours révoltés ? Avec l'essor des réseaux sociaux et des moyens de communication, les étudiants peuvent s'informer différemment et s'organiser plus aisément. Les élections devraient leur permettre de faire valoir leur colère, leur rejet des idéologies dominantes. Leur désir de se révolter. Pourtant, lors des élections régionales, 64% des 18-30 ans ne se sont pas déplacés jusqu'à l'isoloir (p.7). Révélateur de l'indifférence, voire de la défiance des jeunes vis-à-vis de la politique, l'abstentionnisme a nettement pris le dessus. La révolte ne passe donc pas par le vote, et on peut le déplorer.

## Comment retrouver l'étincelle ?

Quant aux manif, ces prémices de révolution juvénile ne seraient-ils que d'éphémères et tardives crises d'adolescence ? C'est le constat d'Olivier Galland, sociologue de la jeunesse (p.8). La situation est, finalement, paradoxale. Les jeunes n'ont jamais été autant interconnectés (p.8), et pourtant ils éprouvent les pires difficultés à générer un mouvement de masse. Ils sont quotidiennement confrontés à une actualité susceptible de les indigner. Mais leur mobilisation dépasse rarement le stade du feu de paille. Confrontés à une extrême précarité, les apprentis agriculteurs eux-mêmes ne

**Journal des étudiants du parcours de journalisme de Sciences Po Toulouse**  
2 ter, rue des Puits-creusés,  
31685 Toulouse

**Editeur :** IEP de Toulouse

**Directeur de la**

**publication :**

Olivier Baisnée

**Rédacteur en chef :**

Daniel Hourquebie

**Responsable de**

**l'édition :**

Olivier Auradou

**Rédaction, secrétariat**

**de rédaction et photos**

: Erwan Akla, Raphaël Brosse, Antoine Cadaux, Amélie Caralp, Marie Desrumaux, William d'Hénin, Emma Hélie, Maud Le Rest, Joséphine Legeay, Nelly Lesage, Pierre Loevenbruck, Perrine Signoret

**Impression :** Service reprographie de l'IEP, Ralf Hertel, Didier Serenque



semblent pas éprouver un besoin de révolte (p.6). Face à la crise, résignation et fatalisme paraissent désormais de rigueur. Fruit, notamment, de la société de consommation, l'individualisme s'est imposé. L'enjeu est donc de savoir, aujourd'hui, comment retrouver l'étincelle. Dès ce printemps... peut-être ?

**Raphaël Brosse**

## ÉCLAIRAGE

Plus diplômés,  
moins révoltés

Les étudiants peuvent-ils vraiment se révolter ? Leurs syndicats traditionnels peinent en tout cas à mobiliser. Difficile d'imaginer aujourd'hui une révolte de la jeunesse partant des bancs de la fac.

Leur position est en réalité bien ambiguë : les chiffres leur donnent de meilleures chances de trouver un emploi que les non-diplômés. Pourtant, la réalité d'un horizon bouché dans de nombreux secteurs n'incite pas vraiment à l'optimisme.

La conséquence est simple. Pour de nombreux étudiants, s'engager dans une révolte n'est tout simplement pas envisageable. Concours et sélections jalonnent les années universitaires et déterminent l'avenir.

A l'heure de manifester, beaucoup se résignent à rester dans le rang. Un réflexe pragmatique pour les nombreux étudiants qui ont tout misé sur leurs études pour avoir ensuite une vie professionnelle la plus heureuse possible. Si un jour cet espoir disparaît... alors seront-ils peut-être les premiers à battre le pavé.

W.dH

## Loi Travail : une « attaque contre la jeunesse »

Au Mirail, l'amphithéâtre 8 était mardi 15 mars le théâtre de toutes les revendications. Près de cinq cents étudiants s'étaient réunis pour y discuter de leur lutte contre le projet de loi El Khomri sur la réforme du travail.

L'assemblée générale devait débiter à midi trente. C'était sans compter le « quart d'heure toulousain », dont les étudiants profitent pour terminer leurs sandwiches. Clément, du syndicat Solidaires Etudiant-e-s, s'impatiente. « Certains ont cours à 14 heures, on va peut-être se dépêcher si on veut qu'ils puissent voter », annonce-t-il au micro.

## La loi, un « saccage monumental »

Pour cet étudiant de 23 ans, organiser ce débat était essentiel. « On est indignés vis-à-vis de cette proposition de loi », dit-il, l'air interloqué lorsqu'on lui demande pourquoi. « C'est un saccage monumental de la protection des travailleurs, poursuit Clément, et surtout, on est mécontents du fait qu'une ministre du travail nous dise 'les jeunes n'ont pas à se sentir concernés' ». D'après le jeune syndiqué, cela reviendrait à « nier que le monde du travail, c'est ce qui attend les étudiants à la sortie de l'université ».

Comme lui, Jonas a l'impression d'être « pris pour un con ». Ce jeune de 19 ans a choisi de ne pas rejoindre de mouvement étudiant. Il avoue regretter que certains « tentent toujours d'imposer leur point de



Environ 500 étudiants étaient présents à l'assemblée générale le 15 mars. / Photo : Marie Desrumaux

vue ».

Pour autant, il les juge indispensables, et se rallie malgré tout à leur indignation. Selon ce jeune étudiant en sociologie, le projet de loi de Myriam El Khomri n'est d'ailleurs rien d'autre qu'une « idiotie économique ». Un avis que beaucoup partagent durant l'assemblée générale.

## Blocus ou manifestation ?

Les esprits s'échauffent en revanche lorsqu'il s'agit de déterminer les moyens d'action. Florian, tout droit venu de Paris, estime que la révolte des toulousains « est un petit peu molle ». « Nous, on a direct bloqué les lycées, en AG ça criait de partout », explique-t-il plein d'entrain, aussitôt ovationné par une

partie de l'amphithéâtre.

Au terme de deux heures de débat, il sera décidé qu'aucun blocus n'aura lieu ce jeudi. Les jeunes du Mirail attendent d'être « plus nombreux ».

Pour l'heure, l'objectif est surtout de mobiliser. Cassandre, membre de l'Unef, estime que pour faire « bouger les lignes » jusqu'au retrait du projet de loi, « il faut qu'à la prochaine AG, on soit non plus cinq cents, mais mille, puis la semaine d'après, trois mille ».

## « Renverser le vase entier »

Trois manifestations, prévues sur le mois de mars, sont approuvées avec une large majorité.

Alors que l'assemblée se vide peu à peu d'étudiants pressés de partir en cours, un jeune garçon scande au micro qu'il serait temps « d'arrêter de penser à notre petit confort personnel et à la seule réussite de ses partiels ». Pour lui, un exposé ou un dossier à rendre n'est pas une excuse valable pour ne pas participer à la lutte.

Jonas nous explique que si l'engagement est aussi fort, c'est aussi parce que pour certains, ces manifestations contre la loi El Khomri ne sont qu'un « prétexte à la mobilisation ». « On réduit toujours toute notre existence au travail, on n'est faits que pour servir les patrons, s'indigne-t-il. Disons que ça, c'est juste la goutte qui fait déborder le vase. Et que tant qu'à faire, autant en profiter pour renverser le vase entier ».

Perrine Signoret

## Une tradition de contestation étudiante... depuis 1443

Les révoltes étudiantes ne datent pas d'hier, et elles se propagent souvent. En 1443 déjà, les étudiants de la Sorbonne se mettent en grève pendant neuf mois



pour réclamer la défense des exemptions fiscales. Au XIX<sup>ème</sup> siècle, les jeunes commencent à manifester contre des lois qui les concernent directement, mais aussi pour des motifs politiques qui dépassent le domaine de l'enseignement. Le mouvement étudiant de mai 68, qui connaît ses prémices à l'université de

Nanterre, d'abord guidé par des militants d'extrême-gauche, conduit à une grève générale dans l'ensemble de la société.

En 1993, les jeunes se révoltent contre le Contrat d'insertion professionnelle, aussi connu sous le nom de « Smic jeune ». Destiné aux jeunes de moins de 26 ans, ce contrat à durée déterminée entraînait selon ces étudiants une dévalorisation de leurs diplômes, en permettant de rémunérer à 80% du Smic les bac + 2. La contestation étudiante s'exprime à nouveau en 2006 pour demander le retrait du Contrat première embauche (CPE), mis en place par le gouvernement de Dominique de Villepin. Avec succès : le gouvernement retire le projet !

La France n'est pas le seul pays où les jeunes manifestent. En 2012, le Québec a vécu la grève étudiante la plus longue de l'histoire du Canada, connue sous le nom de Printemps érable. Un an plus tôt, ce sont les étudiants chiliens qui défilaient dans la rue contre le financement majoritairement privé du système éducatif. Les jeunes bougent encore !

Nelly Lesage

## Les étudiants en agriculture creusent leur sillon

Ils veulent se spécialiser dans l'import-export, l'agroalimentaire ou l'élevage d'ovins. Pour ces étudiants de l'École d'Ingénieurs de Purpan, la révolte emprunte d'autres chemins.

« Un troupeau d'ovins, deux gîtes, une pension de chevaux, une salle de conférence... ». Du haut de ses 22 ans, Océane a déjà imaginé l'organisation de sa future ferme, de la remise à l'étable. Pas rebutée par la succession de crises qui secouent le monde agricole, elle souhaite vivre pour et de sa passion, l'agriculture.

A l'inverse, Caroline, en deuxième année à Purpan, ne veut pas « sortir agricultrice de l'école ». « Lors de mon stage en première année dans une exploitation de vaches laitières, je me suis rendue compte de la dureté de la crise », explique-t-elle. « Je comprends que les agriculteurs se révoltent. On



A l'école de Purpan, 10% des étudiants veulent devenir agriculteurs. / Photo : Marie Desrumaux

dirait que les manifestations et la violence sont les seuls moyens de se faire entendre ! ». Un propos virulent qui

peut détonner en démocratie. Pourtant, « on dit qu'un agriculteur se suicide tous les jours, renchérit Nico-

las. Mais ils travaillent 70 heures par semaine, comme des dingues, et ils ne sont presque pas payés ».

Pour l'étudiant en export agroalimentaire, les agriculteurs se concentrent trop sur la production et pas assez sur la commercialisation. « La solution serait de faire changer le système, en faisant en sorte que les consommateurs payent plus cher les produits » estime-t-il.

Océane, qui ne se sent représentée par « aucun syndicat agricole », considère que « les dernières mesures mises en place ne sont qu'une goutte d'eau en moins dans l'océan des problèmes des agriculteurs ». Selon elle, c'est aux jeunes agriculteurs de se saisir de ces problèmes et de proposer des solutions. « Je vois la crise actuelle comme une magnifique opportunité de faire évoluer le secteur agricole vers un modèle viable à long terme ».

Marie Desrumaux



L'isoloir, déserté par les jeunes. / Photo : DR

## Élections : et si on se bougeait ?

Entre montée du vote FN et abstentionnisme croissant, les choix politiques des jeunes traduisent plus l'indifférence qu'une réelle volonté de révolte.

Le premier tour des élections régionales s'est soldé, en décembre dernier, par un score historiquement élevé du Front national, qui avoisinait les 30%. Selon un sondage alors réalisé par Harris Interactive, 34% des 18-30 ans avaient accordé leur confiance aux candidats FN. Un rejet de l'immigration, mais surtout l'absence de perspectives professionnelles et le sentiment d'insécurité seraient les principaux facteurs explicatifs de cette tendance.

« Le vote FN peut être une forme de révolte par les urnes, mais les

taux d'abstentions restent trop élevés pour que le nombre de votants frontistes soit révélateur », nuance Olivier Galland, directeur de recherche au CNRS.

## L'abstention plébiscitée

Le principal « parti » des jeunes reste effectivement celui de l'abstention. Le sondage précédemment cité révèle ainsi que 64% des 18-30 ans se sont abstenus lors du premier tour des régionales. Plus mobiles que leurs aînés, les étudiants et jeunes actifs oublient souvent de s'inscrire sur les listes électorales de leur nouveau lieu de résidence. Focalisés sur leurs études ou l'entrée dans la vie active, « leur participation reste trop irrégulière pour exprimer une révolte » selon Olivier Galland.

Le sentiment de défiance des jeunes à l'égard de la classe politique demeure certainement l'explication principale de cet abstentionnisme.

L'opération « Génération quoi ? », grande enquête menée par France TV auprès de 210 000 jeunes à l'automne 2013, a débouché sur des résultats sans équivoque. 46% des 18-24 ans affirment en effet ne pas avoir du tout confiance dans les hommes et femmes politiques, la moitié estimant qu'ils sont « tous corrompus ». Un désamour profond pour la politique qui n'incite donc pas les jeunes à se précipiter dans l'isoloir. C'est pourtant d'abord là que se fabrique la démocratie.

Raphaël Brosse et William d'Hénin

MOBILISATION • LE WEB, NOUVEAU LIEU D'EXPRESSION

# La contestation passe aussi par Internet

Pour les générations nées avec un smartphone à la main, se tourner vers Internet est devenu un réflexe. Un lieu d'expression sans limites, où émergent des mouvements de mécontentement, allant de la pétition traditionnelle aux théories les plus improbables.

Le projet de loi travail lui a donné envie d'agir. Dany Caligula, vidéaste toulousain, a voulu donner la parole aux citoyens. Avec d'autres Youtubers, il lançait fin février le hashtag #OnVautMieuxQueÇa sur les réseaux sociaux. Depuis, des centaines de témoignages leur sont parvenus. A chaque fois, un même besoin de se confier et de raconter ses conditions de travail grâce à Internet.

## « Interrogez plutôt vos stagiaires !

Le Youtuber le répète, il n'est pas le porte-parole des étudiants en situation précaire. « *Interrogez plutôt vos stagiaires,* » répond-il aux médias. « *Je n'ai aucune légitimité et c'est justement pour cela que je m'exprime et qu'on invite tout le monde à le faire. Sur Internet, il n'y a aucun diplôme qui vaille, c'est à toi de te faire ta place.* » Avec #OnVautMieuxQueÇa, les jeunes connectés ont la possibilité d'exprimer librement



Dany Caligula, youtubeur toulousain / Photo Dany Caligula

leur mécontentement, leur révolte, et leurs revendications.

Une démarche innovante en France, différente de la simple signature sur une pétition, qui reste malgré tout un engagement plébiscité. La pétition en ligne « Loi travail : non merci », lancée par Caroline de Haas, a par exemple recueilli plus d'un million de signatures. Les smartphones peuvent aussi devenir

le support de la révolte en ligne : en 2014, Jérémie Paret et Germain Lecourtois, deux jeunes français, lançaient ainsi Stig, une application mobile gratuite de démocratie locale et participative.

« Je n'ai aucune légitimité et c'est justement pour cela que je m'exprime »

La révolte des jeunes en ligne peut également emprunter d'autres chemins, bien différents. Et certainement contestables.

## Pourquoi des théories du complot?

« *Les théories du complot attirent les personnes déçues par les médias traditionnels* » estime Dany Caligula. Le sociologue Gérard Bronner explique ce paradoxe dans *La démocratie des crédules* : malgré la masse d'informations disponibles sur

Internet, les croyances et les théories du complot l'emportent sur le discours scientifique. Avec le risque d'amalgame qui les accompagne.

## Une vidéo contre les complots

Trolling, bashing, théorie du complot... ces nouvelles formes d'expression fleurissent sur Internet. Pour inciter les jeunes à être vigilants face à ces phénomènes, le site Spicee.com a voulu piéger les conspirationnistes. Dans une fausse vidéo publiée sur Internet, il racontait que le virus du sida avait été inventé par les Etats-Unis. Une information reprise par de nombreux sites complotistes, sans vérifier la véracité de cette théorie inventée de toute pièce. La vidéo a été vue plus de 10 000 fois en trois semaines.

N.L.

Les 13-19 ans sont d'autant plus concernés qu'ils passent environ 13h30 sur la toile par semaine. Mais, pour Dany Caligula, le net peut devenir un outil pour développer un esprit critique : « *Il incite les nouvelles générations à la vérification, car on n'est jamais vraiment sûr de ce qu'on y lit. On entre dans une époque où tout le monde revient à une attitude un peu sceptique.* »

Marie Desrumaux, Nelly Lesage

EXPERT • OLIVIER GALLAND, SOCIOLOGUE DE LA JEUNESSE

## « Ni révoltée, ni résignée, une génération pragmatique »

Olivier Galland est sociologue et directeur de recherche au CNRS. Auteur de nombreux travaux sur la jeunesse, il décrypte pour Univers-Cités les révoltes de la génération Y.



Olivier Galland / Photo DR

Les manifestations étudiantes contre la loi Travail peuvent-elles être à l'origine d'une révolte de la jeunesse ?

Je n'y crois pas vraiment car, jusqu'à présent, les révoltes de la jeunesse française ont porté sur des textes qui visaient directement les jeunes. Or cette réforme du travail est très globale et va toucher tous les travailleurs. Les mouvements aux revendications générales, à l'image des Indignés en Espagne, ne dé-

clenchent encore pas de grandes mobilisations dans notre pays.

L'engagement des jeunes dans les mouvements sociaux était-il différent par le passé ?

Il y a assurément une vraie évolu-

tion. Avant, les jeunes étaient bien plus engagés politiquement, le parti communiste avait un vrai rôle dans les mouvements étudiants. En parallèle, d'autres avaient un engagement religieux très fort. Toutes ces organisations et croyances encadraient les mobilisations de la jeunesse. Aujourd'hui, les formes de participations sont beaucoup plus informelles et moins organisées.

La révolte est-elle un passage obligé pour chaque génération ?

Ce n'est pas un passage incontournable à l'échelle d'une génération, car souvent les protestations ne concernent qu'une minorité de la jeunesse. Il est en revanche évident

qu'il est plus facile de s'engager pour défendre des causes à 20 ans, car c'est un âge où on n'a pas encore de rôle social, qu'il soit familial ou professionnel. Une fois installés dans la vie active, avec un emploi stable, les adultes ont tendance à beaucoup moins se mobiliser.

Comment décririez-vous la jeunesse actuelle ?

C'est une génération qui paradoxalement n'est ni vraiment révoltée, ni vraiment résignée. On peut parler de génération pragmatique. Elle a des préoccupations assez classiques : trouver un emploi, fonder une famille et profiter de sa jeunesse.

Propos recueillis par William d'Hénin

ALIMENTATION ● DES ASSOCIATIONS LUTTENT CONTRE LE GASPILLAGE

# Stop au gâchis dans nos assiettes

En promulguant une loi qui empêche les grandes surfaces de jeter leurs invendus alimentaires, le gouvernement entend lutter contre le gaspillage. Un travail déjà bien entamé par quelques associations de la région.

Le 3 février, la loi contre le gaspillage alimentaire a été définitivement adoptée. L'objectif : empêcher les grandes surfaces de jeter leurs invendus, ou de les rendre impropres à la consommation. La France rattrape ainsi son retard sur la Belgique. Le pays avait en effet pris de telles mesures en avril 2014.

Selon Rémi Mazières, président de l'association écologiste Gaïa, cette évolution correspond au «vrai changement dans les mentalités» qu'il constate depuis quelques années. «On s'est détachés de l'image un peu baba cool de la cause environnementale, les gens ont compris que ce n'était pas que réservé à quelques illuminés», explique le jeune étudiant en master à Sciences Po Toulouse.

## Des actions concrètes

Beaucoup d'organisations n'ont pas attendu la loi pour mener des actions concrètes. Depuis 2015,



L'association Gaïa propose deux fois par an des repas à base de produits sauvés du gaspillage/ Photo : Disco Soupe Toulouse

« Il y a un vrai changement dans les mentalités »

France Nature Environnement développe en Midi-Pyrénées des outils pédagogiques pour sensibiliser aux conséquences du gaspillage. «On organise aussi le Banquet des 5000», explique Flavie Souyri, volontaire en Service civique. Un véritable festin cuisiné avec des produits destinés à être jetés.

Gaïa propose deux fois par an sa Disco soupe. L'événement demande une grande logistique, explique

Rémi Mazières : «Il faut l'autorisation du maire, des centaines d'économies pour éplucher les légumes».

## 10 millions de tonnes de déchets

Malgré ces initiatives, il reste encore beaucoup à faire pour lutter contre le gaspillage dans nos assiettes. Selon le Ministère de l'agriculture, près de 10 millions de tonnes de déchets alimentaires sont produits chaque année, dont 6,5 millions par les foyers. Encore une bonne raison d'agir pour limiter le gâchis.

Nelly Lesage et Perrine Signoret

## INITIATIVES

### ♦ Circuits courts

Plus besoin des supermarchés quand on peut établir un lien direct entre producteurs et consommateurs. C'est le credo des Associations pour le maintien d'une agriculture paysanne (Amap). Toulouse en compte aujourd'hui une soixantaine qui proposent chaque semaine à leurs adhérents des paniers de fruits, légumes, et autres produits du terroir.

### ♦ Agriculture urbaine

La ville aussi possède des surfaces cultivables. La ferme urbaine Borde Bio de Borderouge, le domaine de Candie au sud de la ville et la ferme de Salsas à Quint-Fonsegrives sont autant de références pour l'émergence d'une agriculture urbaine à Toulouse.

### ♦ Zéro déchet

« Ceci & Cela » est un projet d'épicerie Zéro Déchet, financé en partie par une campagne de crowdfunding (financement participatif). Le principe est simple : pour lutter contre le gaspillage d'emballages alimentaires, c'est au consommateur d'amener ses propres contenants. L'épicerie devrait ouvrir d'ici mai en centre-ville.

JL

INNOVATION ● LES OBJETS DU FUTUR NAISSENT À TOULOUSE

# Au FabLab, le festival du «Do it yourself»

Du 5 au 8 mai 2016, Toulouse accueille le FabLab Festival, un événement qui réunira tous les FabLabs de France et proposera de nombreuses activités autour de l'innovation. Mais qu'est ce qu'un FabLab ?

Rue Maurice Sarraut, à deux pas du métro Patte d'Oie, le FabLab toulousain - Artilect - a élu domicile dans une ancienne halle industrielle. « On fait de la fabrication numérique dans un endroit qui était auparavant une usine. C'est pas mal », s'amuse Claude Soria, coordinateur du festival.

L'association Artilect met à disposition de tous ses adhérents des machines aussi variées qu'une imprimante 3D, un tour à bois ou une découpe laser. Des cours sont proposés pour apprendre à s'en servir. L'objectif : « Rendre chacun autonome. » L'idée séduit puisque l'association compte aujourd'hui mille adhérents. En groupes ou individuellement,



Imprimantes 3D et autres machines à découvrir au FabLab/ Photo : Festival FabLab 2015

ils créent des objets uniques allant de la simple figurine de bois, à l'œuvre d'art virtuelle ou au robot intelligent.

## Un concept « made in USA »

C'est dans le cadre de ses études aux Etats-Unis que Nicolas Lassabe, fondateur d'Artilect rencontre Neil Gershenfeld, professeur au MIT de Boston.

Ce prestigieux institut de technologie avait modélisé un laboratoire de création manuelle et informatique ouvert à tous. Ce concept, nommé FabLab, Nicolas l'exporte à Toulouse.

En 2009, le FabLab de la Ville rose était le premier de France et Nicolas Lassabe faisait figure de pionnier. Sept ans plus tard, on en recense une centaine dans tout le pays mais Artilect reste une référence au plan national. Preuve en est : c'est lui qui accueille cette année, pour la quatrième fois, le FabLab Festival, qui ouvrira ses portes au grand public le week-end du 7 et 8 mai. Démonstrations de drones, imprimantes 3D et robots sont au programme. Un seul mot d'ordre : appropriation citoyenne des outils et enjeux liés au numérique. « Ce qu'on veut, c'est montrer aux gens qu'ils sont capables de créer ce qu'ils ont envie », conclut Claude Soria.

Joséphine Legeay

FOOTBALL ● UNE COMPÉTITION EN QUESTIONS

# Euro : Toulouse loin du compte

D'après les prévisions, Toulouse serait la ville qui récolterait les retombées économiques les plus faibles, lors de l'Euro 2016.

Loin de l'affaire Benzema-Valbuena, la ville de Toulouse s'apprête à accueillir quatre rencontres de l'Euro 2016. L'Espagne, l'Italie ou encore la Suède du fantasque Ibrahimovic viendront fouler la pelouse du Stadium, en juin prochain. De belles affiches en perspective, qui ne permettront pourtant pas à Toulouse de faire le plein au niveau économique.

## 66 millions d'euros de gains

En effet, la dernière étude du Centre de droit et d'économie du sport de Limoges (CDES) évalue les retombées économiques de l'Euro à Toulouse aux alentours de 66M€, sur les 1,2 milliards attendus sur l'ensemble du territoire.

Une somme bien loin de Saint-Denis (221M€), qui



A moins de cent jours de l'événement, Toulouse semble déjà prête / Photo : Erwan Åkla

donne le statut de lanterne rouge à la Ville rose. Cette dernière place se traduit en partie par la capacité d'accueil du Stadium. A l'issue des travaux engagés dans la perspective de l'Euro, l'antre habituelle du TFC a vu son nombre de places passer de 37 000 à 33 500. Un chiffre qui offre au Stadium le palme du plus petit stade de la compétition et cela en dépit des 46 millions d'euros consacré à la rénovation de l'enceinte. Censée diffuser l'intégralité des matchs de l'Euro, la fan zone qui sera installée sur les allées Jules Guesde, ne retransmettra que onze des 51 rencontres.

Cette décision, justifiée par le contexte sécuritaire, explique en partie les prévisions économiques peu optimistes pour Toulouse. D'après le CDES, un supporter dépensera en moyenne 108€ par jour sur place. Malgré les 200,000 fans attendus, l'impact économique découlant de la compétition ne sera pas colossal.

Erwan Åkla

## « Ici, on n'a pas le sentiment qu'il y aura l'Euro »

Univers-Cités a réuni quatre étudiants (un Espagnol, un Italien, un Allemand et un Français) pour connaître leur point de vue sur l'Euro.

Malheureusement pour les étudiants Erasmus, l'Euro coïncidera avec leur départ. « Je dois impérativement rentrer à Barcelone fin mai » confie Josep, le catalan un brin déçu. Même son de cloche pour Angelo qui doit rejoindre l'Italie. Jakob, l'Allemand, a décidé de rester dans la ville spécialement pour

la compétition : « Je n'ai pas de billet mais je reste pour l'Euro », explique-t-il.

Les quatre étudiants sont unanimes : l'ambiance est « loin d'être comme on l'attend », comme l'indique Tom, le local de l'étape. Pour Angelo, ce manque d'engouement s'explique « D'autres sports sont importants dans la ville et notamment le rugby. » Jakob quant-à lui est plus catégorique : « On n'a pas le sentiment qu'il y aura l'Euro, ici. »

Dans la bouche des quatre

protagonistes, une nation revient systématiquement dans les pronostics : l'Allemagne. Outre leur côté chauvin, qui les oblige à citer leur équipe comme favorite de l'Euro, tous estiment que la France a une carte à jouer. Tous, sauf un, en la personne de Josep : « La France sera une grande déception. Ils ne supporteront pas la pression », assure-t-il. Pour avoir un début de réponse, rendez-vous le 10 juin pour le match d'ouverture entre la France et la Roumanie.

E.Å, R.B et P.L

## Roger, 82 ans, doyen des volontaires

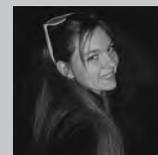
« Je suis devenu volontaire presse pour la première fois en 1993.



Ensuite je n'ai pas arrêté : la Coupe du Monde de football en 1998, celle de handball en 2001, un quart de finale de la coupe Davis France/Suisse...

Cette année à Toulouse, on a la chance d'accueillir des équipes de qualité comme l'Espagne ou l'Italie, alors qu'on a le plus petit stade en France ! J'ai aussi remarqué qu'il y avait plus de jeunes et de femmes parmi les volontaires. »

## Clara, 18 ans, la benjamine



« J'avais quelques expériences dans le bénévolat, ça m'avait

bien plu et je me suis dit que ça pourrait être sympa de participer à un évènement aussi important que l'Euro depuis les coulisses.

Le foot, c'est un sport que j'aime regarder à la télévision. Là je serais sur place, au Stadium, pour m'occuper de l'accueil des VIP. Je m'attends à une belle aventure, surtout sur le plan humain. »

M.D

## Avis aux amateurs : « On se réunira autour d'une pizza ! »

La lumière des projecteurs est blafarde, le terrain quelque peu bossu. Quant aux spectateurs, ils se font très rares. Loin du strass et des paillettes entourant les footballeurs professionnels, les joueurs U17 du Balma Sporting Club effectuent, en ce mardi soir pluvieux, leur entraînement traditionnel.

Alors que l'Euro approche à grands pas, une question revient avec insistance : les amateurs pourront-ils tirer profit de cette compétition ? Jérôme Viala, l'entraîneur des jeunes Balmaïens, en est persuadé : « Les retombées pour un club comme le nôtre ne seront pas anodines.



L'entraînement des U17 de Balma mardi dernier / Photo : Raphaël Brosse

Nous en profitons déjà puisque la ligue Midi-Pyrénées nous a gratuitement fourni des équipements pour la coupe régionale. »

Si l'engouement des joueurs du Balma SC vis-à-vis de l'Euro est indéniable, un point noir subsiste toutefois. « Très peu de jeunes ont réussi à obtenir des places, regrette Jérôme. La demande était énorme, mais le fait d'être licenciés à la FFF ne nous a pas donné la priorité. »

Faisant contre mauvaise fortune bon cœur, l'entraîneur de l'équipe a trouvé une solution : « On se réunira certainement pour suivre les matchs ensemble, autour de parts de pizza. Ce sera beaucoup plus convivial ! »

Raphaël Brosse et Pierre Loevenbruck

ARTS VIVANTS • LES NOUVEAUX POÈTES TOULOUSAINS

## La Ville rose à la croisée des slams

Le Caméléon, la Cave Poésie ou la Maison Blanche accueillent une fois par mois une petite communauté de Toulousains. Au programme : du slam, cet art ancestral et multiforme. Jouer avec les mots et faire des rimes c'est avant tout une expression personnelle, une forme d'exutoire introspectif qui séduit de plus en plus.

Troisième mercredi du mois au bar associatif le Caméléon. Au sous-sol, les mots fusent : « *Un vers dit, un verre offert* », c'est la célèbre formule des soirées slam toulousaines.

« *Je vais faire mon chauvin mais à Toulouse, on a clairement les meilleurs slameurs.* » Mahdi Série a été repéré en 2006 lors de sa première performance par Grand Corps Malade, qui lui propose de monter à Paris. Il finit par revenir à Toulouse où « *tout le monde se connaît et où on pratique un slam plus personnel, moins formaté* ». Avec Arthur Coriolan, il monte le duo Les Harpenteurs. « *Du poivrot à la mamie BCBG* », ce sont des gens en quête d'un idéal de vie qui se pressent dans ces rendez-vous discrets de passionnés du verbe. Le slam est arrivé à Toulouse il y a une quinzaine d'années. Lou Davi



Mahdi Série et Arthur Coriolan à La Chapelle / Photo Les Harpenteurs

peut témoigner de son émergence dans la Ville rose. « *C'est le slam qui m'a porté sur scène en 2004.* »

### Entre tradition et modernité

Lou Davi apprend l'occitan et rencontre Maurice Andrieu, le célèbre comédien qui a traduit les noms des rues dans la langue d'Occ. Tous les deux montent le projet « *Canson de totas las colors* » (Chansons de toutes les couleurs) et commencent à composer en occitan. Leurs influences : Massilia Soundsystem ou les Fabu-

lous Trobadors de Claude Sicre.

Si le musicien refuse qu'on le catégorise comme « *slameur occitan* », il revendique fièrement l'héritage des troubadours. Il y a autant de slams que de slameurs. Certains voient cet art comme une thérapie, d'autres font de leur passage sur scène une performance ou glissent entre leurs vers des messages politiques. « *Le slam n'est ni un mouvement, ni une forme. Il est ce que les gens en font* », conclut Mahdi.

**Antoine Cadaux  
et Joséphine Legeay**

### Des troubadours à Chicago...

A Toulouse, les slameurs se réclament d'influences multiples entre tradition ancestrale et culture underground. En Occitanie, la tradition des troubadours, vieille de huit siècles, a anticipé les termes de poète ou conteur. Les « *tenson* », ou joutes verbales, sont l'ancêtre des battles. Le slam a quant à lui été inventé par Marc Smith dans les années 80 à Chicago pour redynamiser les soirées poésie.

FESTIVAL • RENCONTRE AVEC LE DESSINATEUR CRÉATEUR

## Cinélatino : Ronald Curchod l'affiche bien

Le festival Cinélatino a attiré plusieurs dizaines de milliers de personnes la semaine dernière. Depuis maintenant cinq ans, le Toulousain Ronald Curchod dessine les affiches de l'événement. Après avoir longtemps travaillé pour la publicité, il a choisi de prêter ses talents à la scène culturelle de la région toulousaine.

**Pourriez-vous nous expliquer le sens de l'affiche de Cinélatino 2016 ?**

Chaque année le festival s'organise autour d'un thème. Cette année, le choix s'est porté sur « *les grandes figures d'Amérique-Latine* ». Je suis parti de l'idée de symboliser les racines du continent par la femme jaguar, puissante et animale. Elle porte les hommes et femmes célèbres qui sont symbolisés par le bébé.



L'affiche 2016 / Image Cinélatino

**Recevez-vous des directives ou êtes-vous complètement libre pour la réalisation ?**

Je suis assez libre, la seule directive avec Cinélatino c'est que l'affiche soit grand public, pas seulement axée sur l'Amérique Latine, et

qu'elle soit positive.

**Quelles sont vos sources d'inspiration ?**

Au départ il y a un thème, quelqu'un qui m'explique ce qu'il veut puis l'inspiration me vient un peu par hasard. Parfois je cherche parmi les photos que j'accumule depuis des années pour voir s'il y a un déclic. Si je tiens une piste je tire sur la ficelle et je finis par montrer mes croquis à mes clients.

**Pensez-vous réitérer votre collaboration avec Cinélatino l'an prochain ?**

Je pense y participer pendant encore un moment. J'ai eu de très bons retours et une grande fidélité s'est installée. Pour moi ce n'est pas vraiment une commande mais plutôt un plaisir à réaliser.

**Propos recueillis par  
Amélie Caralp et Emma Hélie**

CINÉMA

## Regard sur la place des femmes en Iran



No Land's Song est sorti le 16 mars au cinéma. Ayat Najafi a filmé le combat de son épouse, qui s'est battue pour monter une chorale de femmes. Le but ? Braver la censure du régime iranien, qui interdit qu'une troupe féminine se produise devant un public mixte. Le professeur Lucien Mandeville, spécialiste toulousain de l'Iran, a décrypté la situation du pays pour nous.

### Une caméra cachée révélatrice

« *Nous sommes dans un pays musulman où la femme est considérée comme inférieure* », indique d'entrée de jeu Lucien Mandeville. Difficile de le contredire après avoir visionné No Land's Song. Pendant plusieurs années, la musicienne Sara Najafi a dénoncé le pouvoir de l'intérieur – au sein du ministère de la Culture et de la Guidance islamique, notamment – caméra cachée à l'appui. Le professeur se souvient d'un colloque en Iran il y a quelques années : « *Dans l'amphithéâtre, les hommes étaient d'un côté, et les femmes de l'autre. Il y avait donc cette moitié tout en noir, en tchador.* »

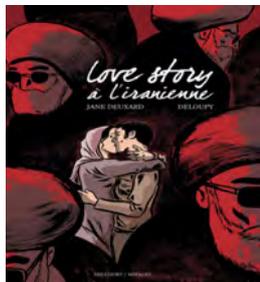
### Un projet « immoral »

Cette séparation, c'est ce qu'a voulu montrer Ayat Najafi avec son documentaire. Sa femme, qui revient inlassablement au ministère demander une autorisation de se produire, ne cesse d'essayer les refus, sous prétexte d'une immoralité de son projet. Pour Lucien Mandeville, son acharnement traduit la vitalité du combat des Iraniennes d'aujourd'hui. « *C'est une bataille permanente, et No Land's Song représente bien cette énergie.* »

**Maud Le Rest**

## BANDE DESSINEE

### Love story à l'iranienne



Jane Deuxard, journaliste, et Deloupy, dessinateur, ont décidé en cette année de retour de l'Iran au sein des Nations, de lever le voile sur les histoires sentimentales dans ce pays qui mélange autoritarisme et créativité folle. Entrés clandestinement en Iran pour recueillir le témoignage de jeunes entre 20 et 30 ans, il ressort de ce travail le besoin fondamental de liberté d'une génération pleine de paradoxes qui se sent « privée de bonheur ». Les auteurs seront à la librairie Ombre Blanche le 2 avril pour présenter leur œuvre.

#### INFOS :

2 avril ; 17h-19h ; Librairie Ombres Blanches, 50 rue Gambetta

## EXPOSITION



### Art métallique

Première exposition du genre en France, « Freux Follets » confronte ses futurs visiteurs à la fusion détonnante d'art contemporain et de Black Métal.

## COUP DE CŒUR • LES FEMMES AU COEUR DE LA MÉLÉE



Crédits photos: Yona Maasen

Faire sortir de l'anonymat les joueuses de rugby féminin, tel sera l'objectif de l'exposition Hors-Jeu. Du 28 avril au 27 mai, quinze grands formats de portraits de championnes évoluant au Stade Toulousain ou au club de Blagnac-Saint-Orens seront placardés sur les façades de Toulouse. À côté de leurs visages, une phrase: « Qui suis-je ? ». Les initiateurs du projet espèrent ainsi attirer l'attention sur la faible médiatisation des rugbywomen. C'est à Yona Maasen, photographe engagée de 31 ans, qu'est revenue la tâche d'immortaliser ces femmes, des terrains aux vestiaires où l'on soigne les blessées. Une campagne de financement participatif a d'ores et déjà été lancée pour récolter les 7000 euros nécessaires pour concrétiser ce projet.. Yona l'assure, elle mobilisera tous les moyens pour que l'expo voit le jour.

**Perrine Signoret**

Mené par la commissaire-artiste Élodie Lesourd, le BBB centre d'art met en avant la culture métal souvent méconnue.

#### INFOS :

3 février-16 avril ; 96 Rue Michel Ange, Toulouse ; Gratuit ; [www.lebbb.org/](http://www.lebbb.org/)

## FESTIVAL



### Un weekend « désARTiculé »

Aparté, l'association culturelle étudiante revient avec ses Croisées Créatives. Le temps d'un long week-end du 26 au 29 avril les événements se multiplient à travers la ville. Entre vernissages, brunchs et expositions dominicales, ce sont des artistes et des collectifs multiples qui se côtoieront dans certains des lieux les plus exceptionnels de Toulouse, comme les Jardins Raymond IV ou la chapelle des Carmélites. Les mots d'ordre sont confusion, mélange et

expérimentation.

#### INFOS :

Croisées Créatives du 26 au 29 avril. [www.aparte.com/2012/04/les-croisees-creatives-daparte/](http://www.aparte.com/2012/04/les-croisees-creatives-daparte/)

### La prison hors des murs

C'est sur le thème de l'enfermement et de la place de la prison dans la société que le festival Taul'Art revient à Toulouse du 28 mars au 3 avril. Deux ans après la parution de photos de la prison des Baumettes montrant les conditions de vies indignes des prisons françaises, le festival continue son action de déconstruction des tabous sur la vie carcérale en France. Pour sa douzième édition, des débats, des animations et des ateliers de cuisines sont programmés.

#### INFOS :

Du 28 mars au 3 avril. <http://taulart.wix.com/festivaltaulart>



## THEATRE



### La rock star du théâtre français à Toulouse

Thomas Jolly commence doucement à se faire une place de choix dans le milieu très fermé du théâtre français. Après avoir mis en scène la trilogie Henri VI dans un spectacle monumental de treize heures, il revient avec Richard III. En tournée avec sa troupe la Piccola Familia, il explore au TNT l'une des œuvres les plus sombres de Shakespeare, qu'il a présenté précédemment à l'Odéon à Paris. Un événement pour la scène théâtrale toulousaine qui se déroulera en cinq représentations du 6 au 10 avril.

#### INFOS :

Du 6 - 10 avril au TNT ; Place tarif réduit sur l'intranet de l'UT1.

**Sélection : Antoine Cadaux**

## COUP DE CŒUR • SMIF N WESSUN AU BIKINI : LE RAP DE BROOKLYN A TOULOUSE

Événement pour les amateurs de rap à Toulouse ! Ce sont des monuments de la scène de Brooklyn qui se produiront pour le **festival des Airs Solidaires (du 30 mars au 9 avril)**. Smif N Wessun, groupe mythique suivi de leur acolyte Buckshot seront au Bikini le 31 mars. Ils ont participé, aux cotés de leur super-groupe Boot Camp Klik, à la révélation au

monde du hip-hop des quartiers pauvres de New-York, dans le sillage de Mobb Deep. Un son brut, resté très underground malgré la reconnaissance, et des textes engagés sur la vie dans des quartiers ghettoisés et une Amérique racialisée. Le tout proposé à un tarif très abordable (8€) par les étudiants-organisateur des Airs Solidaires.

**A.Cx.**



Tek & Steele de Smif N Wessun